



Conférence religieuse canadienne
Canadian Religious Conference
4135 rue de Rouen Street
Montréal Québec H1V 1G5
CANADA

Le 7 février 2008

MÉMOIRE DE LA CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE
AUX AUDIENCES POPULAIRES
POUR LE RETRAIT DES TROUPES
CANADIENNES DE L'AFGHANISTAN

La Conférence religieuse canadienne (CRC), représentant 21 000 religieuses et religieux et plus de 200 communautés au Canada, réclame du Gouvernement canadien qu'il retire les troupes de l'armée canadienne actuellement engagées en Afghanistan.

En effet, nous ne croyons pas que c'est dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'Otan que le Canada peut rendre les meilleurs services au gouvernement et à la population de l'Afghanistan. Nous sommes d'accord pour que le Canada soit en Afghanistan pour participer à sa reconstruction et aider à son développement, mais il ne peut y avoir ni reconstruction ni développement quand, de fait, c'est la guerre qui est à l'ordre du jour avec des dépenses militaires dix fois plus élevées que l'aide requise par la population et les ONG canadiennes qui oeuvrent dans ces territoires.

Selon le rapport d'août 2007 du Conseil de Senlis, un groupe de réflexion international soutenu par 12 fondations européennes, l'absence d'impact visible de l'aide humanitaire canadienne vient alimenter l'insurrection contre la présence militaire dans le pays et cela mine du même coup le travail des troupes canadiennes.

Les Canadiennes et Canadiens ne sont pas les seuls à penser que les troupes canadiennes doivent bénéficier d'un autre mandat. De nombreux pays de l'Otan font le même bilan de la situation en Afghanistan. Des pays qui ont d'importants contingents en Afghanistan ont réitéré leur refus, malgré les pressions américaines, de participer aux combats dans le sud du pays. C'est le cas de l'Allemagne avec son contingent de 2750 soldats, des Pays-Bas (2100 soldats), de l'Italie (1800 soldats) ou encore de la France (1000 soldats). Actuellement le Canada est seul dans la région de Kandahar et aucun autre pays ne manifeste d'intérêt à le remplacer.

Actuellement, parce que nous sommes dans un cadre militaire offensif, dirigés par les forces armées américaines qui ont déclaré la guerre aux Talibans, les Afghans nous voient comme des occupants à la solde de celui qui veut s'emparer de leurs richesses naturelles tout en interdisant aux agriculteurs de cultiver la seule production qui les fait vivre. Avec un autre mandat plus en accord avec la tradition non-offensive de la présence militaire canadienne, nous serions considérés véritablement comme des alliés du peuple et nous pourrions tout autant garantir la sécurité des ONG et des institutions du pays qui sont en train de reconstruire ce pays dévasté par de trop nombreuses années de guerre.

Nous croyons que le Premier ministre Stephen Harper doit reconsidérer sérieusement l'engagement du Canada en Afghanistan de sorte que la date butoir de 2009 pour le retrait des troupes canadiennes soit respectée et que d'autres manières d'assurer notre solidarité avec le peuple afghan soient mises de l'avant. L'histoire du Canada ne manque pas d'exemples dans ce sens. Cela contribuerait à restaurer notre réputation dans le monde comme celle d'un pays qui a toujours su promouvoir la paix, la sécurité et les droits des populations victimes de conflits armés.

Enfin, il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'il y a actuellement d'autres conflits et désastres dans le monde qui requièrent de nous une présence et une aide que nous sommes incapables de fournir à cause des sommes excessives engouffrées par les opérations militaires à Kandahar. Le Canada a des responsabilités dans le monde qu'il ne peut pas assumer à cause du virage que les faucons ont fait prendre aux orientations de l'armée canadienne.

La Conférence religieuse canadienne croit que les élus canadiens doivent forcer le gouvernement actuel à honorer ses engagements à l'intérieur comme à l'extérieur du Canada, notamment en ce qui concerne les objectifs du millénaire visant les populations pauvres et à risque, et ne pas prioriser les dépenses militaires.

Les mesures qui permettront de combattre la pauvreté et d'apporter plus de justice dans le monde contribueront beaucoup plus à instaurer un régime de paix que toutes les stratégies militaires que l'on puisse imaginer.

A handwritten signature in black ink that reads "Jean Bellefeuille". The signature is written in a cursive, flowing style.

Jean Bellefeuille
Responsable du dossier Justice, paix et intégrité de la Création
Conférence religieuse canadienne